

Les savanes africaines : des espaces, des hommes, des productions agricoles ... et des défis à relever pour la recherche

Lamine Seiny-Boukar

Coordinateur général du Prasac*,
BP 764,
N'Djamena
Tchad
<seiny@prasac.td>

Entre Sahel et forêts humides, la zone des savanes d'Afrique présente une certaine homogénéité, tant du point de vue écologique que sous ses aspects sociologiques et macro-économiques.

Les écosystèmes de savanes se caractérisent par une strate herbacée supérieure continue, composée essentiellement de graminées vivaces et parsemée plus ou moins densément d'arbres ou d'arbustes à port fréquemment tortueux. Ces savanes sont le plus souvent d'origine anthropique, puisqu'on peut considérer qu'après une défriche initiale, le feu marque de façon déterminante la physionomie des savanes.

Au plan agricole, on relève aussi de grands éléments d'unité, comme la présence de plantes répandues dans toutes les savanes africaines : le mil pénicillaire, le sorgho, le maïs, l'arachide, le niébé (haricot) et, souvent, le coton. Si le coton est la culture de rente emblématique des savanes et produit une grande partie des revenus monétaires de nombreux paysans, il est cependant absent de certaines unités agro-écologiques, dont l'importance économique est loin d'être négligeable, même si leur orientation vers le marché mondial est moins marquée : grandes plaines d'inondation à vocation plus rizicole, vastes aires protégées dédiées à la préservation de la biodiversité, immenses zones de pâturages ou, plus simplement, savanes vivrières restées hors de la dynamique cotonnière pour des raisons d'enclavement. Les savanes représentent aussi un grand domaine

d'élevage, bovin en particulier, et ce d'autant plus que la pression anthropique fait progressivement reculer les espaces boisés et donc réduit les gîtes à glossines (mouches tsé-tsé), vectrices de la trypanosomiase. Les troupeaux peuvent ainsi, au gré des saisons, exploiter des pâturages allant des steppes sahéliennes jusqu'aux mosaïques savanes-forêts.

Malgré ces grands traits communs aux savanes de différents pays, les recherches agricoles nationales se sont longtemps poursuivies de manière cloisonnée, généralement dans une démarche sectorielle, alors même que les interactions qui régissent le fonctionnement du milieu naturel, la nécessaire prise en compte des échelles de perception des phénomènes qui vont au-delà des frontières nationales et l'essoufflement des économies des différents États justifient un regroupement des efforts scientifiques consentis pour aider les producteurs de ces zones à faire face aux nouveaux défis que leur imposent la mondialisation, la croissance démographique, l'urbanisation, etc. C'est pour cette raison qu'a été créé le Prasac, Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale.

À partir d'objets d'études situés dans une zone commune – les savanes –, les institutions de recherche agronomique nationales du Cameroun, de Centrafrique et du Tchad ont construit ensemble des programmes de recherche d'intérêt commun, et constitué des équipes pluridisciplinaires transnationales. Cette coopération scientifique Sud-Sud a été renforcée par une coopération Nord-Sud, avec l'appui du Cirad, de l'IRD et de l'université de Leyde, qui ont une grande expérience dans la sous-région. À ces alliances entre

* Prasac : Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale.

institutions de recherche s'est progressivement ajouté un complément aujourd'hui indispensable pour toute recherche soucieuse de qualité et d'avenir : la formation, et donc la coopération avec des universités de la sous-région (y compris celles du Nigeria) et des universités européennes.

Cette aventure a bien évidemment mis du temps à s'établir, et ce n'est pas sans mal que des équipes pluridisciplinaires ont été constituées et qu'elles ont tenté de fonctionner sur des bases sous-régionales et non plus strictement nationales. Une autre difficulté a été de travailler à des niveaux sous-régionaux sans se couper des terrains, à mener des recherches académiques compatibles avec la soutenance de thèses de doctorats sans négliger les questions posées par les acteurs et par le développement.

Si la première tendance a été à la recherche des points communs et donc des facteurs d'homogénéité, il a cependant bien fallu faire face aussi à la diversité des situations. D'une certaine façon, dans les savanes comme ailleurs, chaque petite région, chaque exploitation, chaque troupeau, chaque parcelle est unique, avec ses particularités, ses problèmes de développement spécifiques, son environnement particulier.

Il ne faut donc pas se méprendre sur les réalités du développement rural dans ces régions : il n'y a pas de recette standard qu'il suffirait d'inventer puis de répandre comme LA bonne parole. Travailler pour le développement rural implique aussi que l'augmentation de la production agricole ne saurait être la seule fin : l'augmentation des revenus et l'amélioration du cadre de vie des différents acteurs (peut-on lutter autrement contre la pauvreté ?), la préservation de l'avenir à travers une utilisation raisonnée des ressources naturelles, doivent autant être des objectifs que les tonnages de céréales et de coton ou le nombre de têtes de bétail. Pour la recherche, cela suppose que des indicateurs socio-économiques et environnementaux adéquats soient identifiés pour évaluer l'impact des innovations. Notons au passage que cela n'est pas forcément très simple dans des pays dont l'appareil statistique a été complètement emporté par la tourmente du désengagement de l'État, et où les données statistiques de base sur les productions, les revenus, les problèmes sanitaires, etc., sont en conséquence souvent soit absentes soit obsolètes (à l'exception notable du secteur cotonnier)... même si on peut

parfois leur donner l'illusion de la précision et de la modernité grâce à des artifices de présentation statistique ou infographique. Cela implique que la recherche ne doit pas porter ses efforts uniquement sur la productivité à l'hectare des systèmes techniques, mais aussi sur la productivité du travail, sur leur flexibilité, leurs capacités d'adaptation et leur durabilité.

L'unité de base pour l'observation, l'analyse et l'intervention dans les agricultures des savanes africaines reste avant tout l'exploitation familiale et il convient donc de mieux la caractériser et d'en quantifier la variabilité inter-régionale et intra-régionale, tant en termes de structures que de fonctionnement ou de modalités de pilotage. À cet égard, les stratégies déployées par les paysans au fil des événements conjoncturels constituent une base de données éclairantes qui mériterait d'être mieux alimentée et valorisée.

Mais le défi est aussi aujourd'hui de prendre mieux en compte l'influence des facteurs physiques ou socio-économiques endogènes et exogènes, au niveau du terroir villageois, de la petite région ou du pays, car ils jouent fortement sur le fonctionnement et l'avenir de ces unités familiales. Ces changements d'échelle constituent véritablement un défi pour les chercheurs du secteur agricole, comme a pu l'être celui de passer de la parcelle ou du troupeau à l'exploitation.

Pour répondre à la double exigence d'une approche multidisciplinaire et d'une approche multi-échelle, les institutions de recherche de la région, et ceux qui les soutiennent, se doivent non seulement de diversifier les profils des chercheurs en leur sein, mais aussi de s'associer plus aux institutions universitaires, plus ouvertes à la géographie, à la sociologie, à l'économie, ou à la gestion, même si elles sont parfois trop éloignées – et pas seulement en termes kilométriques – des terrains ruraux.

La collaboration entre diverses institutions (structures de recherche, universités, écoles de formation, ONG et projets de développement) est certes un défi à relever, mais c'est aussi probablement la seule voie possible, avec la coopération régionale et internationale, pour pouvoir faire face aux questions que posent aujourd'hui les agricultures et les agriculteurs, les éleveurs et les éleveuses. En effet, la taille des différentes institutions scientifiques africaines est souvent trop faible pour qu'elles puissent affronter seules les recherches à mener, et ce d'autant plus que se posent des problèmes aigus

de vieillissement des cadres, de formation des jeunes recrues et de moyens de fonctionnement, même pour le métabolisme de base.

C'est dans cet esprit que le Prasac a essayé de fonctionner depuis quelques années, en regroupant autour du développement des savanes d'Afrique centrale, les chercheurs du secteur agricole du Cameroun, de Centrafrique et du Tchad. L'association, dès le départ, a grandes centrales scientifiques du Nord a permis, entre autres, d'assurer l'encadrement d'une dizaine de thèses. Parallèlement, les efforts de formation ont également porté sur les chercheurs déjà établis, pour les amener en particulier à sortir franchement des stations de recherche pour travailler plus en milieu rural, avec les producteurs, dans des conditions non contrôlées.

Enfin, l'accent a été mis sur la valorisation des travaux, tant sous des formes intéressant directement le développement (fiches techniques, restitution des travaux aux acteurs, méthodes de conseil) que sous des formes s'adressant plus à la communauté scientifique (publications) ou permettant d'associer leaders ruraux, décideurs et chercheurs (ateliers et colloques).

Ces efforts sont maintenant soutenus au niveau des grands ensembles régionaux qui régissent les relations économiques et monétaires, puisque le Prasac a été reconnu comme une institution spécialisée de la Cemac (Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale), ou de ceux qui régissent les relations scientifiques dans le secteur agricole, le Prasac étant affilié au Coraf (Conseil ouest et centre-africain pour la recherche et le développement agricoles).

L'expérience du colloque de Garoua, dont on trouvera plusieurs communications dans ce numéro a, de ce point de vue, été particulièrement intéressante : à partir d'une centaine de communications, les échanges ont concerné aussi bien les différents acteurs locaux du développement (leaders paysans, conseillers ruraux, animateurs d'ONG, cadres des sociétés de développement, représentants des administrations et des bailleurs de fonds) que les scientifiques d'Afrique de l'Ouest, venus confronter leurs acquis et leurs questionnements avec ceux de leurs collègues des savanes d'Afrique centrale.

Dans le proche avenir, il sera important de continuer à explorer ces voies de la coopération régionale, de la collaboration entre institutions, et du partenariat

Nord-Sud, en espérant que les centres internationaux du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, représentés au colloque de Garoua, puissent être associés plus étroitement que par le passé aux recherches elles-mêmes.

Plus explicitement, un élargissement des champs écologique, géographique et institutionnel de cette coopération scientifique devrait être entrepris. On devrait ainsi pouvoir mieux satisfaire aux exigences propres d'une activité scientifique de qualité et ouverte sur le monde, tout en continuant à prendre en compte les préoccupations des acteurs et des décideurs du secteur agricole.

Mais il faudra simultanément s'assurer que les préoccupations des acteurs sont bien exprimées : la demande sociale explicite est souvent faible et fragmentaire, et ce d'autant plus que l'on s'aventure hors des zones cotonnières. Même dans le cas de ces dernières, si la demande est certes souvent plus explicite, car relayée par les dispositifs mis en place par les sociétés gérant la filière, elle n'est pas forcément porteuse des problèmes de l'ensemble de la profession. Il conviendra donc aussi, à travers différents dispositifs s'appuyant par exemple sur les dynamiques associatives des producteurs, de contribuer à l'émergence et à l'expression de cette demande.

Entre partage des connaissances et accompagnement des innovations, la recherche africaine doit aujourd'hui diversifier ses partenariats, d'une part, en s'ouvrant plus largement aux universités, pour favoriser la diffusion de ses acquis et l'implication de jeunes étudiants dans ses travaux et, d'autre part, en s'efforçant d'impliquer une plus large gamme d'acteurs (privés, ONG, Organisation des producteurs agricoles-OPA) susceptibles de favoriser le succès des innovations auxquelles elle contribue. Ce n'est certes pas un chemin facile, mais le colloque de Garoua sur les savanes africaines peut être vu comme une étape significative dans la bonne direction ■